

Evolution

de la pensée et de la politique en matière de développement

de nouvelles opportunités
pour **l'égalité de genre?!**

*Le genre dans les stratégies de réduction
de la pauvreté et les approches sectorielles*

Nathalie Holvoet

Institut de politique et de gestion du développement, Groupe de recherche en appui à la politique CSLP

Commission Femmes & Développement



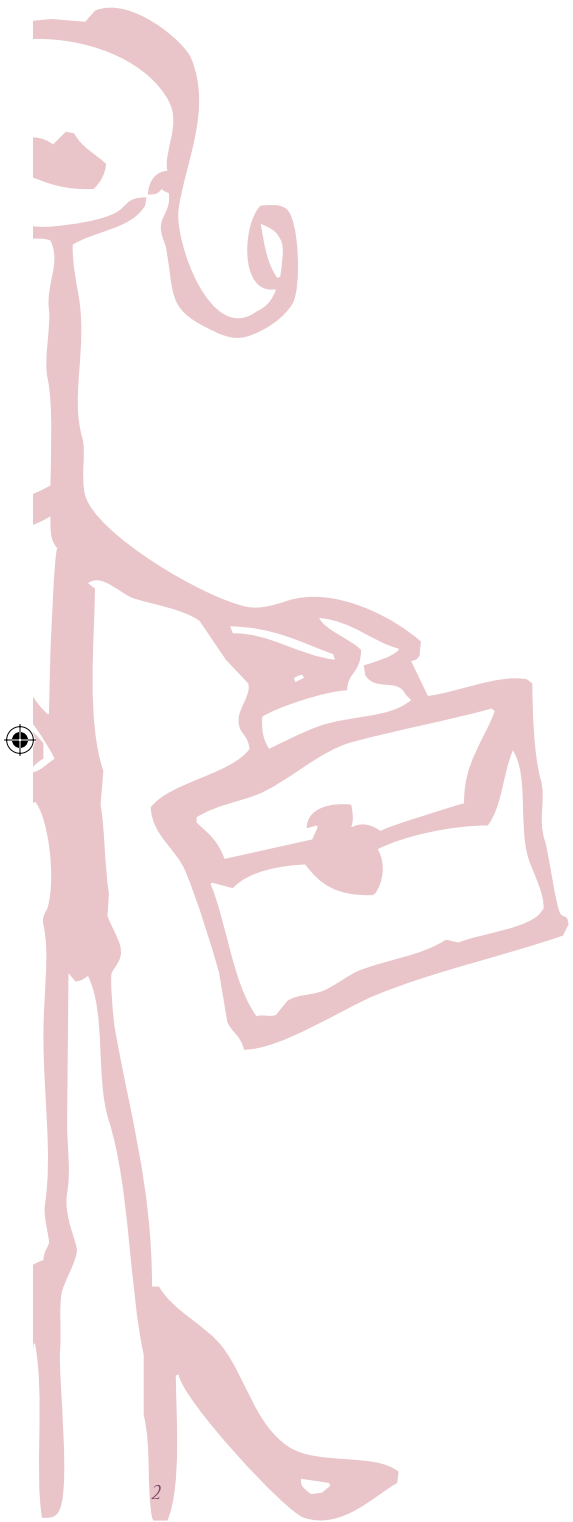


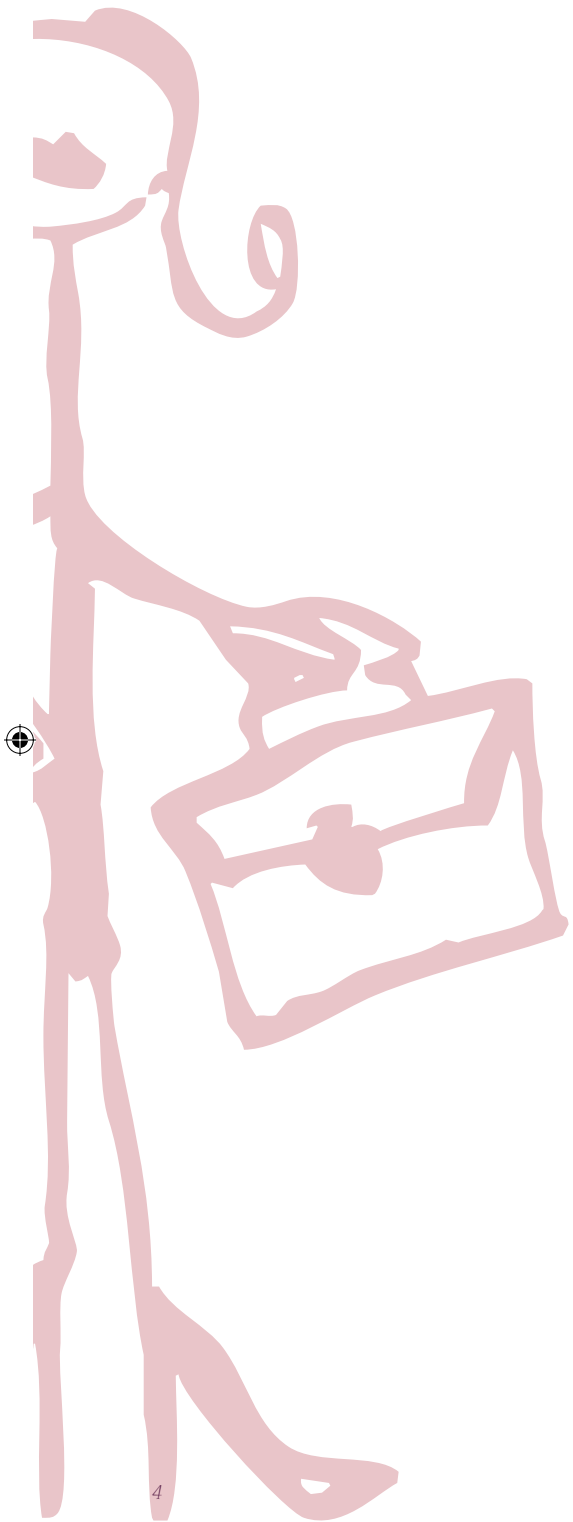
Table des matières

1	INTRODUCTION: UN ENVIRONNEMENT CHANGEANT	4
2	LE GENRE ET LES NOUVELLES MODALITES D'AIDE: LOVE IS IN THE AIR...	
2.1.	L'égalité de genre: une question de droits humains... et de respect des engagements antérieurs	6
2.2.	Les nouvelles formes d'aide: de nouvelles opportunités pour l'égalité de genre et l'empowerment	6
2.3.	La sensibilité au genre: une condition nécessaire à la réussite des programmes	8
3	DANS QUELLE MESURE LES CSLP ET LES SWAP SONT-ILS SENSIBLES AU GENRE DANS LA PRATIQUE?	
3.1.	Dans quelle mesure le contenu est-il sensible au genre ?	9
3.2.	Dans quelle mesure les processus sous-jacents sont-ils sensibles au genre ?	10
4	PISTES POUR ACCROITRE LA SENSIBILITE AU GENRE DES NOUVELLES FORMES D'AIDE	
4.1.	Quelques principes de base	12
4.2.	Quelques suggestions concrètes pour accroître la sensibilité au genre des CSLP et des programmes sectoriels	14
4.3.	Schéma diagnostic pour l'examen de la sensibilité au genre des CSLP et des programmes sectoriels	18
5	REFERENCES ET SELECTION DE LITTERATURE	20
	Annexe 1: Liste de contrôle pour l'analyse de la sensibilité au genre des CSLP et des SWAP	22

Liste des abréviations et acronymes

CAD:	Comité d'aide au développement
CEDAW:	Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes
CDMT:	Cadre des dépenses à moyen terme
CSLP:	Cadre stratégique de lutte contre la pauvreté
FMI:	Fonds monétaire international
GAD:	Genre et développement
ISDH:	Indicateur sexospécifique de développement humain
IPF:	Indicateur de participation des femmes
JSA:	Evaluation conjointe (joint staff assessment)
JSAN:	Avis consultatif conjoint (joint staff advisory notes)
OBC:	Organisation communautaire de base
OCDE:	Organisation de coopération et de développement économique
ONG:	Organisation non gouvernementale
PAF:	Cadre d'évaluation des performances (performance assessment framework)
PNUD:	Programme des Nations Unies pour le développement
SWAP:	Approche sectorielle
WID:	Femmes dans le développement





1 INTRODUCTION: UN ENVIRONNEMENT CHANGEANT

La pensée et le processus du développement ont connu une profonde évolution au cours de ces dernières années. Notre cadre conceptuel s'est étendu afin d'inclure des termes tels que «ownership» ou «appropriation», participation, orientation vers les résultats, l'harmonisation et l'alignement, l'aide budgétaire, le CSLP, SWAp, etc. Les Conférences de Monterrey, Rome, Marrakech et Paris ont en effet repoussé les limites de la coopération au développement¹.

Dans les grandes lignes, les donateurs s'engagent à renoncer autant que possible aux interventions d'aide isolées et individuelles et affirment leur intention de coordonner (d'harmoniser) leur appui et de l'aligner dans une mesure croissante sur les programmes développés par le pays bénéficiaire même. Les acteurs nationaux, pour leur part, s'engagent à développer des programmes basés sur une solide analyse des problèmes, axés sur les résultats et fruit d'une large concertation avec des acteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux (société civile). Les programmes les plus connus sont les programmes nationaux de lutte contre la pauvreté (Cadres stratégiques de lutte contre la pauvreté, CSLP; au macroniveau) et les programmes sectoriels (qui constituent la base des approches sectorielles SWAp - ou «Sector Wide Approaches»).

Un glissement s'opère ainsi au niveau des responsabilités, non seulement en matière de conception des programmes, mais aussi en matière de gestion et de suivi et d'évaluation, domaines qui relèvent tous de plus en plus de la responsabilité du pays partenaire. Concrètement, le gouvernement bénéficiaire est censé mettre en place des systèmes nationaux de qualité et fiables pour la budgétisation, la gestion financière, la mise en oeuvre, et le suivi et l'évaluation des programmes. Les donateurs, de leur côté, s'engagent à démanteler leurs propres systèmes parallèles

de financement, de mise en oeuvre, de gestion et de suivi; à affecter leurs fonds autant que possible au budget sectoriel (aide budgétaire sectorielle) ou au budget national (aide budgétaire générale) et à aligner leurs propres rapports sur ceux du pays partenaire.

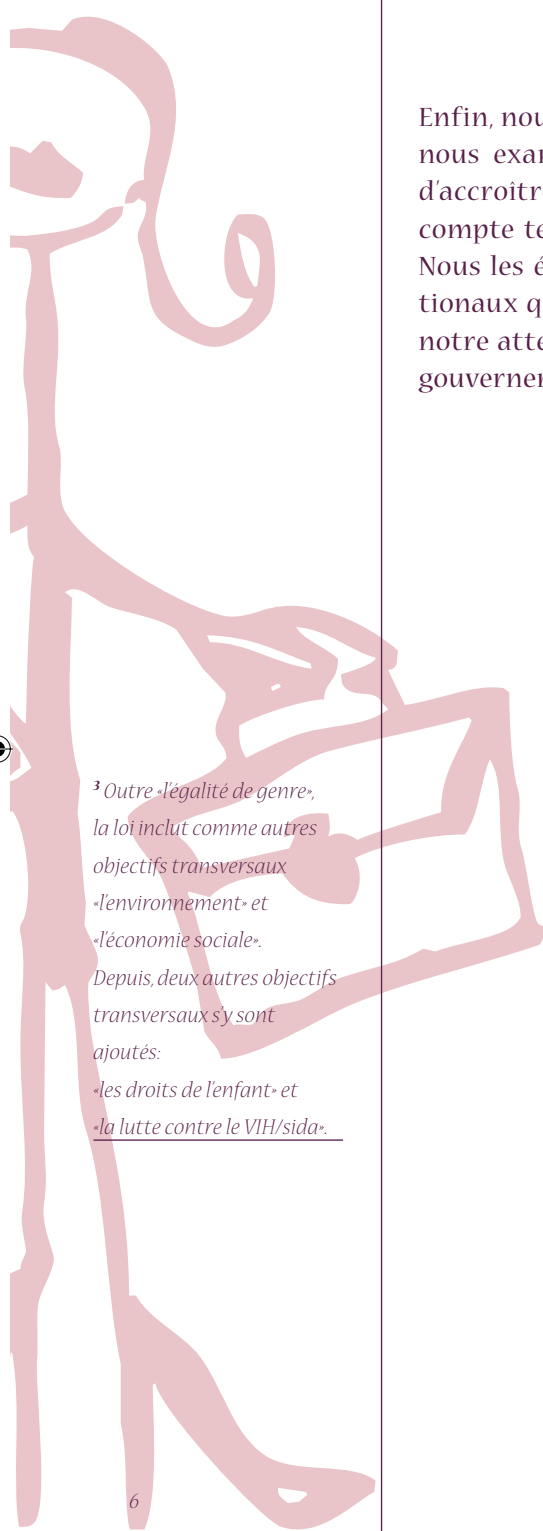
La présente note² examine l'évolution des modalités d'aide du point de vue du genre. Etant donné que la Loi belge sur la coopération internationale de 1999 pose l'égalité de genre comme objectif transversal important, il serait logique de s'attendre à ce que la Belgique fournisse tous les efforts nécessaires pour assurer l'intégration de la dimension de genre et ce, même dans un contexte en évolution. **Notre intention, dans cette note, est de contribuer à la réflexion sur une approche et des instruments qui s'accordent avec l'évolution de la pensée et du processus en matière de développement.**

Ainsi, dans un premier temps, nous argumenterons pourquoi il est important d'intégrer la dimension de genre dans les modalités d'aide changeantes. Si l'égalité de genre reste prioritairement une question de droits humains, une nouveauté est que les principes de base d'une approche par programme offrent en soi des possibilités pour accroître l'égalité de genre et l'émancipation. Par ailleurs, outre que les nouvelles formes d'aide offrent de nouvelles opportunités pour plus d'égalité de genre, les évidences empiriques indiquent aussi que les objectifs des programmes (aussi bien ceux de lutte contre la pauvreté que les programmes sectoriels) ne peuvent tout simplement pas être réalisés sans y intégrer la dimension de genre. Bref, les raisons ne manquent pas pour convaincre même les sceptiques les plus endurcis!

La mesure dans laquelle les CSLP et les SWAp tiennent compte, dans la pratique, des leçons du passé, fera l'objet d'une deuxième partie. Nous examinerons à cet effet aussi bien le fond et la teneur des CSLP et des SWAp que les processus qui les sous-tendent.

¹ Pour un aperçu des principales conclusions des différentes conférences, voir www.aidharmonisation.org.

² Pour une version plus détaillée de la note, voir Holvoet N. (2006). *Nieuwe hulpvormen vanuit een genderperspectief*. Anvers: IOB, 35 p. (voir www.ua.ac.be/dev/bos) ou Holvoet N. (2006) *Gender Budgeting. Its Usefulness in programme-based approaches to aid*. Briefing Note. Bruxelles: EC, 56 p.



Enfin, nous nous interrogerons sur les manières de faire mieux: nous examinerons un certain nombre de pistes susceptibles d'accroître la sensibilité au genre des nouvelles formes d'aide, compte tenu des principes de base des nouveaux instruments. Nous les étudierons aussi bien du point de vue des acteurs nationaux que de celui des donateurs. Nous porterons, ce faisant, notre attention sur les acteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux.

³ Outre «l'égalité de genre», la loi inclut comme autres objectifs transversaux «l'environnement» et «l'économie sociale». Depuis, deux autres objectifs transversaux s'y sont ajoutés: «les droits de l'enfant» et «la lutte contre le VIH/sida».

2 LE GENRE ET LES NOUVELLES MODALITÉS D'AIDE: LOVE IS IN THE AIR...

2.1. L'égalité de genre: une question de droits humains... et de respect des engagements antérieurs

La principale raison pour intégrer la dimension de genre dans les nouvelles formes d'aide est que la plupart des pays du monde ont souscrit à l'égalité de genre comme droit fondamental de la personne et comme objectif important. Plus concrètement, ils ont signé la Convention sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes (CEDAW), la Plate-forme d'Action de Pékin et la Déclaration des Objectifs du Millénaire, et se sont explicitement engagés, ce faisant, à favoriser l'égalité de genre.


La Belgique a en outre inscrit l'égalité de genre et de l'empowerment au nombre de ses objectifs transversaux³ dans la Loi sur la coopération internationale (mai 1999). De plus, en tant que donateur, elle est censée fournir tous les efforts pour assurer la réalisation de cet objectif et ce, même dans un environnement changeant.

2.2. Les nouvelles formes d'aide: de nouvelles opportunités pour l'égalité de genre et l'empowerment


Les récentes évolutions de la pensée et de la politique en matière de développement offrent des opportunités pour l'égalité de genre et l'empowerment:

 L'abandon des projets parfois isolés au profit de l'appui à une vision plus globale des politiques et des programmes sectoriels et nationaux en matière de lutte contre la pauvreté offre en principe davantage d'opportunités pour intégrer des thèmes transversaux tels que le genre,

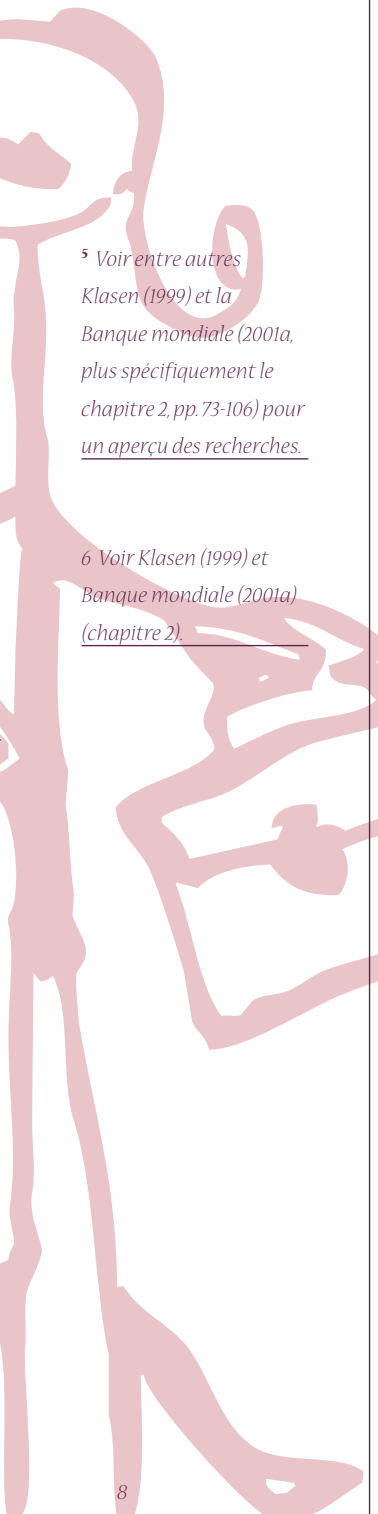
qui, en soi, requièrent une approche plus globale et plus mondiale. Si, en fin de compte, on réussit à intégrer la dimension de genre au niveau des politiques et des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté et des politiques et des programmes sectoriels, ceux-ci auront un impact beaucoup plus important et beaucoup plus durable sur l'égalité de genre et l'émancipation que les projets à petite échelle, malgré l'importance que ces derniers puissent avoir en soi.

 **L'évolution vers des programmes nationaux et sectoriels, et en particulier l'intention d'utiliser davantage les systèmes et processus propres au pays partenaire, impliquent en principe que les donateurs attachent plus d'importance à la qualité de ces systèmes et processus.** Un des principes de base (et des conditionnalités de processus) mis en avant est l'importance d'une **large consultation et participation des acteurs tant gouvernementaux que non gouvernementaux à la conception, à la gestion, au suivi et à l'évaluation** des politiques et des programmes sectoriels et des politiques et des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté. L'idée sous-jacente est en fait que les politiques et les programmes mis sur pied et suivis à travers une large consultation et participation, tiennent davantage compte des besoins des différents groupes de la société. La présence d'une société civile forte, indépendante et d'autres acteurs non gouvernementaux devrait entre autre faciliter l'interpellation du gouvernement (la «redevabilité») sur les promesses faites (entre autres en matière d'égalité de genre et d'émancipation), et inciter les pouvoirs publics à développer des systèmes gouvernementaux de plus grande qualité et plus fiables (et assurant la «redevabilité» du gouvernement envers le citoyen).

Le fait d'accorder plus d'attention aux processus sous-jacents et surtout au degré d'inclusivité/exclusivité peut aussi donner aux femmes davantage d'opportunités de participer aux processus d'élaboration des politiques, de suivi et d'évaluation.

 Dans le prolongement de cette logique, l'on comprend aussi l'importance du principe d'«orientation vers les résultats», qui signifie concrètement que l'accent se déplace du niveau des apports (moyens financiers) vers celui des résultats («outputs», «outcomes» et «impact»). **En termes d'intégration de la dimension de genre, une attention accrue portée au suivi et à l'évaluation des résultats, et un retour d'information aux différentes phases des politiques et des programmes offrent davantage de possibilités**⁴. Dans la mesure où l'on est déjà familiarisé avec une logique de programmes s'intéressant aux résultats, il ne reste en fin de compte plus qu'un pas relativement petit à faire pour élargir sa vision vers la sensibilité au genre des résultats. Dans une approche axée sur les résultats, il est par ailleurs logique, voire indispensable, de différencier les différentes étapes d'une logique de programmes (la chaîne causale des apports, des activités, des produits, des résultats et de l'impact) selon des critères pertinents (dont le genre) qui placent les individus dans des situations de départ différentes.

⁴ L'instauration d'une budgétisation sensible au genre (visant à confronter les apports à la sensibilité au genre des résultats) est par exemple beaucoup plus simple à réaliser dans un système de budgétisation axé sur les résultats que dans un système de budgétisation des apports. Voir à ce sujet entre autres Sharp et Connolly (2003).



⁵ Voir entre autres Klasen (1999) et la Banque mondiale (2001a, plus spécifiquement le chapitre 2, pp. 73-106) pour un aperçu des recherches.

⁶ Voir Klasen (1999) et Banque mondiale (2001a) (chapitre 2).

2.3. La sensibilité au genre: une condition nécessaire à la réussite des programmes

Les objectifs des programmes nationaux, et plus concrètement des CSLP et des programmes sectoriels, sont la lutte contre la pauvreté et l'amélioration de diverses dimensions du développement humain (alphabétisation, baisse de la mortalité, etc.). **Des recherches⁵ ont démontré qu'une plus grande égalité entre les hommes et les femmes et une plus grande émancipation des femmes contribuent à la réalisation de ces objectifs:**

Des recherches⁶ réalisées au **macroniveau** ont indiqué que la croissance économique en Afrique subsaharienne, en Asie du Sud et en Afrique du Nord aurait été supérieure de respectivement 0,7%, 1,7% et 2,2% par an pendant la période 1960-1992 si ces régions avaient pu combler le fossé entre la scolarisation des femmes et des hommes de la même manière que l'Asie de l'Est.

Il ressort de toute une série **d'études au microniveau** qu'une plus grande égalité de genre et une meilleure émancipation des femmes induisent un développement humain et économique important de même qu'une réduction de la pauvreté. Elles révèlent ainsi que:

- dans le monde entier, l'éducation des mères se traduit par une hausse du niveau d'instruction et de santé des enfants;
- qu'un plus grand contrôle des femmes sur les intrants agricoles accroît sensiblement le rendement et les revenus agricoles;
- qu'un revenu accru entre les mains des femmes implique en général une hausse du niveau de bien-être de tous les membres de la famille.


Pour combler ce fossé (et surtout éviter de le creuser encore plus), il convient d'appliquer une approche systématique de genre tout au long des différentes phases du cycle des politiques et des programmes: de l'analyse des problèmes au suivi et à l'évaluation, en passant par l'identification des priorités, la budgétisation et la mise en oeuvre. Un tel "mainstreaming du genre" aura non seulement un effet direct sur l'égalité de genre (qui à son tour contribuera à d'autres objectifs) mais est aussi essentiel à l'efficacité de tous les programmes. Le «genre» (tout comme la classe, l'âge, etc.) définit dans une large mesure l'identité des hommes et des femmes: leur occupation du temps, leurs tâches, leurs droits, leurs obligations. Il génère entre autres une différence d'accès et de contrôle des facteurs de production tels que la main-d'oeuvre, le capital, la terre ou l'enseignement, et une moindre participation à la prise de décisions, tant au sein du ménage qu'en dehors. Il est évident que les individus, placés dans une situation de départ différente, réagissent aussi différemment aux mesures politiques; aussi, une politique ou un programme uniforme et insensible au genre (et ce, au micro, au meso comme au macroniveau) qui ignore cette réalité n'aura qu'un effet partiel, voire aucun effet du tout. **Une politique et un programme axés sur les résultats requièrent la prise en compte, dès la conception mais aussi lors de la gestion (budgétisation, mise en oeuvre, suivi) et de l'évaluation, des contraintes et des besoins sexospécifiques.**


3 DANS QUELLE MESURE LES CSLP ET LES SWAP SONT-ILS SENSIBLES AU GENRE DANS LA PRATIQUE?

S'il est vrai que les nouvelles formes d'aide offrent en théorie des possibilités pour promouvoir l'égalité de genre, il n'en découle pas automatiquement que ces opportunités sont aussi mises à profit dans la pratique.


Ci-après suit un aperçu non exhaustif des évidences empiriques⁷ concernant la sensibilité au genre des CSLP et des SWAp. Il examine la sensibilité au genre aussi bien du contenu que des processus sous-jacents.

3.1. Dans quelle mesure le contenu est-il sensible au genre ?

 La sensibilité au genre reste l'affaire des «secteurs sociaux». Les actions «genre» prioritaires visent essentiellement l'augmentation des capacités de base («capabilities») des femmes et des filles. Par ailleurs, l'attention portée au «genre» n'est pas présente dans la même mesure dans l'ensemble des secteurs axés sur le développement des capacités de base par le biais de services publics: les secteurs de l'éducation et des soins de santé remportent en général de meilleurs résultats que, par exemple, les transports. Les actions dans ces secteurs visent en outre essentiellement la réalisation des «besoins pratiques de genre» définis dans les limites des identités de genre existantes⁸. **L'inégalité de genre sur le plan des revenus et de la participation au marché du travail («opportunités») ne fait pratiquement jamais l'objet d'une analyse de genre.** Dans bien des cas pourtant, le fossé entre les hommes et les femmes ne se situe plus tant sur le plan des capacités que sur celui des opportunités qu'ont les femmes d'utiliser effectivement les investissements qu'elles ont consentis (en termes d'éducation et de soins de santé).

 L'attention accordée au genre diminue au fil des différentes phases des CSLP. Les indications d'inégalités entre les hommes et les femmes figurent pour la plupart dans le diagnostic de la pauvreté, mais ne sont souvent pas transposées en actions prioritaires et budgets correspondants. Cette transposition défailante et le manque de cohérence entre les différentes phases sont d'ailleurs généralisés:

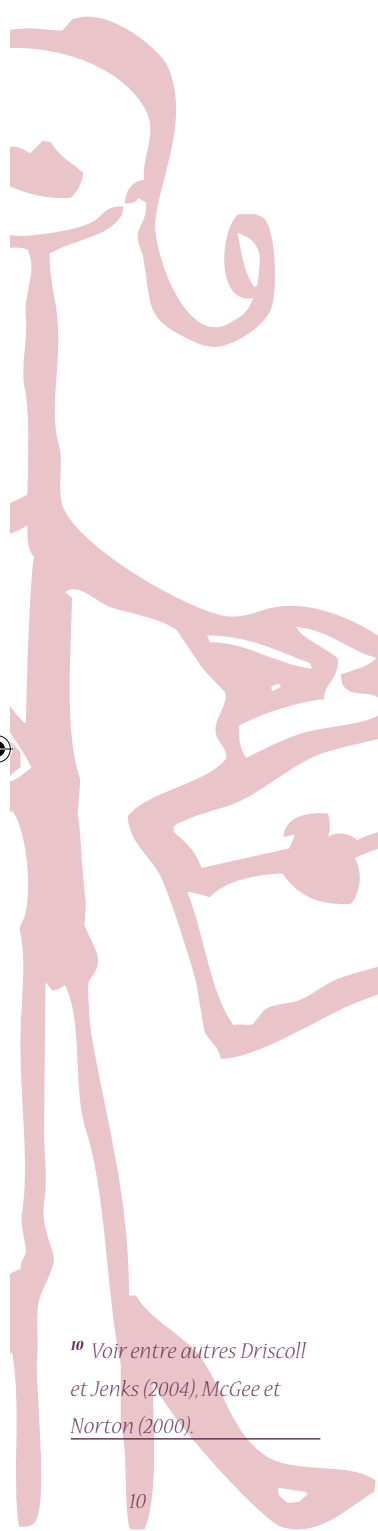
- le diagnostic et l'analyse de la pauvreté ne fournissent pas nécessairement des données pour l'identification des priorités et des stratégies;
- celles-ci ne sont à leur tour pas transposées dans les budgets et la mise en oeuvre concrète;
- elles ne font pas nécessairement l'objet d'un suivi ni d'une évaluation.

 L'analyse de la problématique du genre, même dans la phase de diagnostic, est très partielle et descriptive et se limite en général à une ventilation d'un certain nombre d'indicateurs selon le sexe. Cette répartition selon le sexe est naturellement très importante en soi: elle donne une idée du degré d'inégalité et fournit un outil de suivi et d'évaluation. Lorsqu'elle met en évidence plusieurs dimensions de la pauvreté⁹, elle permet en outre de les comparer entre elles et de situer correctement les points névralgiques. En général, on se limite toutefois aux indicateurs relatifs à l'éducation et à l'état de santé et l'on semble oublier qu'il existe en fait, tant au niveau national qu'international, des bases de données désagrégeant aussi des indicateurs relatifs aux revenus et à la participation. **La présentation de chiffres sexospécifiques est dans la grande majorité des cas aussi un point final. En d'autres termes, il n'y a pas de recherche systématique des causes des écarts identifiés.**

⁷ Voir entre autres Bell (2003), OCDE (CAD) (2002), Whitehead (2001), Banque Mondiale (2001b) et Zuckerman et Garrett (2001).

⁸ Contrairement aux activités ciblant les «besoins pratiques de genre», les actions axées sur les «besoins stratégiques de genre» visent à introduire des changements dans les relations de genre proprement dites. Ainsi, elles questionnent par exemple l'attribution des tâches, l'allocation de temps, d'accès et de contrôle des facteurs de production selon le «sexe». Voir Moser (1993) et Molyneux (1985) pour une discussion plus approfondie des «besoins pratiques» et «stratégiques» de genre.

⁹ Dans le cadre des CSLP, les dimensions suivantes ont été identifiées: le revenu, les capacités, les opportunités, la sécurité et le droit à la parole/le pouvoir d'agir.



✿ Les notes de genre nationales existantes et les actions prioritaires qu'elles recommandent ne sont pas intégrées dans les CSLP; les notes de genre des ministères sectoriels ne semblent pas être une source d'inspiration pour les politiques et les programmes sectoriels.

⇒ Globalement parlant, les CSLP et les SWAp adoptent une approche «Femmes dans le développement» (*WID, Women In Development*), et plus particulièrement une approche «anti-pauvreté», plutôt qu'une approche «genre et développement» (*GAD*).

Concrètement, cela signifie que la pauvreté est considérée comme la cause du fossé existant entre les hommes et les femmes et la lutte contre la pauvreté comme un remède efficace pour le combler. Or, l'approche genre part d'une logique inverse et considère la construction socioculturelle qu'est le genre comme déterminante pour le comportement des hommes et des femmes et comme cause possible de la pauvreté.

L'approche genre implique l'intégration, dès la phase d'élaboration d'une politique ou d'un programme (au niveau national ou sectoriel), d'une analyse de genre permettant d'identifier les différentes situations de départ des hommes et des femmes, ainsi que l'étude des moyens permettant de corriger ces situations tout au long de la politique ou du programme. L'intention est, en d'autres termes, de modifier la «situation de genre» dans le but final de promouvoir l'égalité entre les sexes, avec pour corollaire une augmentation de l'efficacité et de l'impact des politiques et des programmes.

¹⁰ Voir entre autres Driscoll et Jenks (2004), McGee et Norton (2000).

✿ Les donateurs semblent en général aussi fort peu se soucier de la manière dont les pays partenaires abordent la problématique du genre dans le cadre des CSLP et des programmes sectoriels. Les avis consultatifs conjoints («Joint Staff Advisory Notes» ou JSAN) (qui remplacent les évaluations conjointes – «Joint Staff Assessments» ou JSA), qui sont rédigés par la Banque mondiale et le FMI et qui incluent une appréciation et un avis sur la qualité des CSLP, sont particulièrement muets sur le sujet. Il n'est pourtant pas nécessaire d'être un expert en genre pour constater que la plupart des CSLP ne traitent de la problématique du genre que de manière pour le moins fragmentaire. De même, l'appréciation des programmes sectoriels par les donateurs n'accorde que peu d'attention au traitement que le pays partenaire réserve à la problématique du genre. **Il n'émane donc de la part des donateurs que très peu d'impulsions externes pour inciter le pays partenaire à consentir des efforts en matière d'intégration de la dimension de genre**, alors que celles-ci ne manquent pas lorsqu'il s'agit de planification macro-économique ou de gestion des ressources publiques, par exemple. Enfin, la coordination entre les donateurs fait (aussi) particulièrement défaut en matière de genre.

3.2. Dans quelle mesure les processus sous-jacents sont-ils sensibles au genre ?

✿ Un des principaux éléments «novateurs» des CSLP (et des SWAp) est la condition que doivent satisfaire les processus sous-jacents, à savoir que toutes les phases doivent autant que possible être le résultat de la participation d'un large groupe de parties prenantes («stakeholders»). Il ressort cependant de nombreuses études que, dans la pratique, il faut mettre un gros bémol sur la qualité de ces processus participatifs¹⁰.

- la participation se limite souvent à la transmission d'information;
- il n'y a qu'une faible intégration des résultats des processus de participation dans les stratégies de lutte contre la pauvreté et les CSLP définitifs et certainement lors de l'identification des priorités et des stratégies;
- la participation diminue au fil des différentes phases des CSLP.

A ce jour, les CSLP et les SWAp n'accordent que relativement peu d'attention à la participation des femmes et/ou des experts en genre, ce qui est étonnant vu l'existence d'évidences empiriques sur le faible taux de participation des femmes à la prise de décisions, tant au sein qu'en dehors du ménage¹¹. Au vu de ces évidences, il est tout à fait illogique de présumer que des femmes et/ou des experts en genre participeront aux processus CSLP et SWAp. Les études¹² réalisées sur ce thème le confirment. En général, il apparaît que:

- la participation aux processus CSLP et SWAp des acteurs types en matière de genre au sein du gouvernement est faible: les ministères «genre» ne sont souvent pas associés aux CSLP tandis que les points focaux «genre» au sein des différents ministères sectoriels ne le sont pas nécessairement aux programmes sectoriels;
- la participation aux processus CSLP et SWAp des acteurs clés en matière de genre en dehors du gouvernement que sont les mouvements et groupes de femmes est faible;
- lorsque les acteurs types en matière de genre (aussi bien au sein des CSLP que des SWAp) participent, ils ne possèdent souvent pas les capacités et les expériences antécédentes appropriées: la participation aux processus CSLP et SWAp requiert des capacités en termes d'analyse de gestion générale, avec un accent sur les aspects macro-économiques, fiscaux et des finances publiques;
- les femmes sont sous-représentées au sein des groupes

d'acteurs du mainstreaming concernés en tant que tels par les CSLP et SWAp; cela est vrai aussi bien au sein du gouvernement (des finances, ministères sectoriels) qu'en dehors du gouvernement (ONG, organisations communautaires de base, parlement, universités et centres de recherche, chambre des comptes, etc.);

- l'expertise en matière de genre n'existe en général que dans une faible mesure parmi les acteurs du mainstreaming.

¹¹ Voir entre autres Banque mondiale (2001a).

¹² Voir entre autres Bell (2001), OCDE (CAD) (2002), Whitehead (2001), Banque mondiale (2001b).

4 PISTES POUR ACCROÎTRE LA SENSIBILITÉ AU GENRE DES NOUVELLES FORMES D'AIDE

La confrontation entre *d'une part*, la constatation que les nouvelles formes d'aide offrent *en soi* des opportunités pour intégrer la dimension de genre et *d'autre part*, sa transposition défailante dans la pratique, a inspiré la mise au point des pistes suivantes, destinées à accroître la sensibilité au genre des nouvelles formes d'aide.

→ **Le cadre général esquissé au point 4.1.** prête tout d'abord attention aux implications de l'environnement changeant pour les acteurs nationaux et les donateurs. Il est suivi au point 4.2. d'un certain nombre de **suggestions susceptibles d'accroître la sensibilité au genre des programmes nationaux (programmes sectoriels et de lutte contre la pauvreté)**. Conformément à l'approche générale mise en avant au point 4.1., ces suggestions s'adressent essentiellement aux acteurs nationaux, mais aussi aux donateurs concernés par le développement des capacités. **Le point 4.3. enfin présente un cadre d'analyse permettant d'étudier la sensibilité au genre des CSLP (et des programmes sectoriels)**. L'analyse superficielle et «rapide» qui y est proposée, peut être complétée par la liste de contrôle plus détaillée fournie en annexe 1. Un «screening de genre» des CSLP (et des programmes sectoriels) peut s'avérer intéressant aussi bien pour les donateurs que pour les acteurs nationaux.

4.1. Quelques principes de base

Sur l'arrière-fond du contexte changeant des nouvelles modalités d'aide, l'initiative en matière de sensibilisation au genre des programmes sectoriels et des programmes nationaux de lutte contre la pauvreté relève en première instance *des différents acteurs du pays partenaire même*.

Les instruments énumérés au point 4.2. sont donc en première instance destinés aux acteurs nationaux suivants:

Les acteurs spécifiques en matière de genre au sein et en dehors du gouvernement national:

- le ministère de l'égalité des chances, du genre, des femmes, ...
- les points focaux «genre» dans les ministères sectoriels
- le mouvement des femmes et les groupes de femmes
- les parlementaires siégeant dans des sous-commissions sur le genre, l'égalité des chances
- les départements d'universités et de centres de recherche menant des recherches et offrant des services pédagogiques dans le domaine de l'égalité de genre et de l'empowerment

Les acteurs du mainstreaming souvent associés aux CSLP et aux SWAp au sein et en dehors du gouvernement national:

- le ministère des finances, de la planification
- les ministères sectoriels
- les services de suivi et d'évaluation
- les organisations de la société civile
- le parlement
- les universités & les centres de recherche
- les bureaux d'audit

Si les différents acteurs nationaux ont à assumer une plus grande responsabilité et à affermir leur leadership, les donateurs sont eux aussi confrontés à une évolution de leur rôle. Ainsi, ils doivent s'aligner davantage sur les modalités de développement des politiques, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation du pays partenaire même. **Cela ne signifie pas que les donateurs n'ont plus de responsabilités, mais cela implique un changement de leurs tâches et de leur approche, l'attention devant porter surtout sur une bonne analyse ex-ante du contenu et du processus ainsi que sur le développement des capacités, le suivi, le dialogue politique et l'évaluation.** Les donateurs (aussi bien le gouvernement que les ONG et les universités) qui prennent l'égalité de genre au sérieux, s'attacheront à intégrer la dimension de genre dans toutes ces facettes.



Points d'entrée pour l'intégration de la dimension de genre à l'intention des donateurs (aussi bien gouvernementaux qu'ONG):

- **procédures d'analyse ex-ante de la qualité de fond des politiques et des programmes** (plus concrètement des CSLP et des programmes sectoriels)

→ voir 4.3 pour un cadre d'analyse possible et l'annexe 1 pour une liste de contrôle plus complète

- **procédures d'analyse ex-ante de la qualité des processus de conception des politiques, de planification, de budgétisation, de mise en oeuvre, et de suivi et d'évaluation**

Il s'agit ici d'une analyse en termes d'«inclusivité/exclusivité» de ces processus.

→ voir 4.3 pour un cadre d'analyse possible et l'annexe 1 pour une liste de contrôle plus complète

- **le dialogue politique**

L'égalité de genre (aussi bien en termes de contenu des politiques et des programmes qu'en matière de degré de présence d'une expertise en genre dans les processus de conception des politiques et des programmes, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation) peut dans certains cas s'avérer un thème particulièrement sensible, qu'il convient d'aborder prudemment dans le cadre d'un dialogue politique. Il est toutefois essentiel d'assurer le suivi des résultats du dialogue politique, en d'autres termes des accords conclus et des promesses faites. Si tel n'est pas le cas, il y a de fortes chances que ces promesses ne seront pas transposées en actions concrètes.



- **le développement des capacités**

Les nouvelles modalités d'aide impliquent un transfert de responsabilités vers les acteurs nationaux. A l'heure actuelle toutefois, ceux-ci ne possèdent souvent pas les capacités (aussi bien humaines et financières qu'institutionnelles) suffisantes. Aussi est-il indispensable de prévoir un développement des capacités au sein des deux grands groupes d'acteurs nationaux décrits ci-dessus. *Tous deux nécessitent entre autres un développement des capacités en matière de mainstreaming du genre dans le cycle complet des politiques et des programmes* (du diagnostic à la mise en oeuvre, à la budgétisation et à l'évaluation). Leur situation initiale divergeant souvent, une approche différenciée devra toutefois être appliquée:

- ◆ *les acteurs du genre gouvernementaux et non gouvernementaux possèdent l'expertise nécessaire en genre mais ont souvent moins de capacités en matière d'analyse macro-économique et politique générale, de planification, de budgétisation, et de suivi et d'évaluation.*
- ◆ *les acteurs du mainstreaming possèdent souvent des connaissances et une expérience plus étendue en termes d'analyse macro-économique et politique, de planification, de budgétisation, et de suivi et évaluation, mais ont besoin d'expertise en genre (avec une attention portée non seulement aux instruments mais aussi à la rationalité sous-jacente à l'intégration de la dimension de genre, ce qui peut avoir une influence sur leur engagement)*

- **le suivi et l'évaluation des progrès de réalisation des programmes et de la qualité des processus sous-jacents** (intégration de la dimension de genre dans les revues budgétaires conjointes («Joint Budget Reviews»), les revues sectorielles conjointes («Joint Sector Reviews»), les cadres d'évaluation des performances («Performance Assessment Frameworks» ou PAF) etc.)

Enfin, il est évident que le fait de favoriser la sensibilité au genre dans le contexte des nouveaux **instruments d'aide a aussi des répercussions sur des organisations donatrices elles-mêmes** (aussi bien les donateurs bilatéraux et multilatéraux que les donateurs non gouvernementaux tels que les ONG, les universités, etc.). Concrètement, il se crée aussi, au sein des organisations donatrices, un besoin pour des acteurs genre ayant des capacités en matière d'analyse générale (en ce compris macro-économique) des politiques, de planification, de budgétisation, et de suivi et d'évaluation. Il importe d'autre part aussi que les donateurs-acteurs du mainstreaming concernés en tant que tels par l'analyse ex-ante, le dialogue politique, le développement des capacités et le suivi et l'évaluation, possèdent une expertise minimale en matière de genre.

4.2. Quelques suggestions concrètes pour accroître la sensibilité au genre des CSLP et des programmes sectoriels

Le tableau 1 ci-après donne un aperçu non exhaustif des suggestions visant à favoriser la sensibilité au genre des CSLP et des programmes sectoriels. Celles-ci s'avéreront d'une part utiles pour les acteurs nationaux (tant les acteurs du genre que les acteurs du mainstreaming) responsables de la conception, de la budgétisation, de la mise en oeuvre, et du suivi et de l'évaluation des programmes ainsi que pour les donateurs concernés par le développement des capacités.

Une distinction est établie entre d'une part les suggestions relatives aux processus sous-jacents et d'autre part celles concernant le contenu des programmes. Les suggestions sont en outre regroupées en fonction des phases de diagnostic, d'identification des priorités, de budgétisation et de mise en oeuvre, et de suivi et d'évaluation. Largement basé sur les acquis et les expériences en matière de budgétisation sensible au

genre¹³ et de cadres d'analyse du genre (comme entre autres ceux de Harvard et de Moser)¹⁴, cet aperçu s'inspire également du chapitre «genre» du guide pour la préparation des CSLP («PRSP Sourcebook») et des notes techniques afférentes¹⁵. La présente note se limite à une énumération des instruments possibles; une discussion plus détaillée des différents instruments est fournie entre autres dans une version détaillée¹⁶.

¹³ Voir entre autres Budlender et al. (1998), Budlender et al. (eds) (2000), Budlender et Hewitt (eds) (2002) et UNIFEM (2002) pour un aperçu général.

¹⁴ Voir March et al. (1999) pour un aperçu des différents cadres d'analyse du genre. Les cadres d'analyse tels que ceux proposés par Harvard et Moser permettent d'identifier, entre autres, les éléments suivants: l'allocation du temps et des tâches, l'accès et le contrôle des différents facteurs de production, les facteurs environnementaux existants (normes, lois, marchés du travail, etc.) qui limitent ou favorisent l'égalité de genre et l'émancipation.

¹⁵ Voir Bamberger et al. (2000).

¹⁶ Holvoet N. (2006). Nieuwe hulpvormen vanuit een genderperspectief. Anvers: IOB, 35 p.



SUGGESTIONS POUR ACCROITRE LA SENSIBILITE AU GENRE DES CSLP ET DES SWAP

PROCESSUS d'élaboration des politiques, de budgétisation, de mise en oeuvre, de suivi et d'évaluation

- Accroître la participation des acteurs du genre existant au sein du gouvernement (ministère «genre», points focaux «genre» dans différents ministères sectoriels.
- Accroître la participation des acteurs du genre existants en dehors du gouvernement (mouvement des femmes, experts en genre dans les universités et les centres de recherche, femmes parlementaires, etc.)
- Lors de processus participatifs et consultatifs avec des «parties prenantes» mis en place au niveau local, effectuer une analyse de l'accès existant des femmes à ces processus et, si nécessaire, adapter les modalités de consultation et de participation
- Lancer des actions de promotion de l'égalité des chances dans l'emploi public pour y établir un meilleur équilibre de genre (essentiellement dans les ministères centraux tels que les finances et les niveaux hiérarchiques supérieurs)
- Investir dans les capacités institutionnelles générales d'analyse sensible au genre des politiques (en ce compris l'analyse macro-économique), de planification, de budgétisation, de mise en oeuvre, et de suivi et d'évaluation
- Investir dans l'expertise en genre des acteurs du mainstreaming gouvernementaux et non gouvernementaux concernés en tant que tels par les CSLP et les SWAp (fonctions de gestion auprès du ministère des finances, ministères sectoriels, grandes ONG et OBC, syndicats, parlement, donateurs, etc.)

CONTENU

Diagnostic et analyse (de la pauvreté)

- Identification et analyse des situations de départ des hommes et des femmes. Apport d'informations provenant de:

I. sources d'information secondaires existantes:

- banques de données nationales relatives aux différentes dimensions de l'égalité de genre (en général via le ministère «genre» ou des points focaux «genre»)
- statistiques de genre internationales telles qu'entre autres l'Indice sexospécifique du développement humain (ISDH) et l'Indice de participation des femmes (IPF) du PNUD et «GenderStats» et évaluations du genre par pays «Country Gender Assessments» de la Banque Mondiale.
- résultats de l'application de cadres d'analyse du genre (comme entre autres ceux de Harvard et de Moser) (il s'agit en général d'informations recueillies localement)

II. collecte complémentaire de données primaires

- par l'intégration de la dimension de genre dans la collecte existante de données. Entre autres:
 - ◆ désagrégation des indicateurs et des cibles
 - ◆ introduction de questions et d'indicateurs relatifs à l'égalité de genre
 - ◆ introduction d'une dimension individuelle dans les enquêtes sur les ménages (identification des différences parmi les différents membres au sein du ménage)
- par l'application d'outils «genre» spécifiques. Parmi les possibilités figurent:
 - ◆ les évaluations du genre par pays («Country Gender Assessment») (au niveau national)
 - ◆ les cadres d'analyse Harvard, Moser (souvent au niveau local)

SUGGESTIONS POUR ACCROITRE LA SENSIBILITE AU GENRE DES CSLP ET DES SWAP

CONTENU

<i>Identification des priorités et des stratégies</i>	<i>Budgétisation et mise en oeuvre</i>	<i>Suivi et évaluation</i>
<ul style="list-style-type: none"> ➤ Prise en compte des résultats de la phase précédente (pour autant que le diagnostic et l'analyse aient été sensibles au genre) ➤ Identification désagrégée par genre des besoins et des priorités (différenciation entre les besoins pratiques et stratégiques de genre) ➤ Intégration des priorités et des stratégies établies dans les notes de genre (aussi bien nationales que sectorielles) ➤ Analyse ex-ante de la sensibilité au genre de toutes les propositions de politiques/programmes et identification des éventuelles interventions remédiatrices (= screening de genre des politiques/programmes) ➤ S'il n'existe pas encore d'appareil institutionnel fonctionnant correctement, prévision d'actions de renforcement des capacités institutionnelles en termes d'analyse des politiques, de planification, de budgétisation, de mise en oeuvre, et de suivi et d'évaluation sensibles au genre 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Intégrer la dimension de genre dans les outils destinés à la gestion axée sur les résultats (au moyen du cadre «Budget Cycle Framework» par exemple) ➤ Intégrer la dimension de genre dans le cadre des dépenses à moyen terme (CDMT) ➤ Vérifier si les activités sensibles au genre identifiées lors de la phase précédente s'accompagnent aussi de budgets suffisants et si leur mise en oeuvre est aussi effectivement prévue 	<ul style="list-style-type: none"> ➤ Assurer la sensibilisation au genre des outils conventionnels de suivi et d'évaluation: <ul style="list-style-type: none"> • examen de la sensibilité au genre de la prestation de services • analyse désagrégée par genre des incidences fiscales des dépenses publiques • analyse désagrégée par genre des incidences fiscales des recettes publiques • analyse désagrégée par genre de l'impact du budget public sur l'utilisation du temps • analyse d'impact désagrégée par genre • dans les enquêtes sur les ménages, désagrégation par membre (identification des processus et des résultats d'allocation intra-ménages) ➤ Désagrégation des indicateurs et des cibles au niveau des apports, des produits, des résultats et de l'impact (si cela n'a pas encore été fait au cours des phases précédentes) ➤ Identification et suivi d'indicateurs spécifiques d'égalité de genre et d'émancipation

4.3. Schéma diagnostic pour l'examen de la sensibilité au genre des CSLP et des programmes sectoriels

Le schéma diagnostic présenté ci-après peut être utilisé (éventuellement partiellement) par différentes parties prenantes, telles que des donateurs ou encore des acteurs présents dans le pays même (essentiellement des acteurs non gouvernementaux mais éventuellement aussi des ministères «genre» n'ayant pas été associés aux CSLP et SWAp, etc.), pour examiner de manière critique la sensibilité au genre des CSLP et des SWAp. L'examen rapide «Quick Gender Scan» permet d'effectuer un diagnostic superficiel dans un laps de temps relativement court.

Comme le schéma reflète étroitement la structure d'un CSLP, il convient en première instance spécifiquement à l'examen des CSLP (mais il peut aussi, moyennant une certaine dose de créativité, être appliqué aux programmes sectoriels). Le «Quick Gender Scan» peut être complété par une liste de contrôle plus détaillée, telle que proposée en annexe 1, en vue d'une analyse plus rigoureuse. Etant donné l'importance tant des aspects de fond que de ceux relatifs aux processus, le «Quick Gender Scan» et la liste de contrôle établissent tous deux une distinction entre le contenu et les processus sous-jacents.

Le «Quick Gender Scan»

L'examen rapide «Quick Gender Scan» (voir p. 19) vise à attribuer à chaque phase (et aux différents éléments de chaque phase) décrite dans un CSLP un score de sensibilité au genre du contenu et des processus sous-jacents. Le score (sur une échelle de 0 à 3) attribué au contenu (SC) est calculé sur la base de la présence/absence d'une discussion des questions de genre. Le score (sur une échelle de 0 à 2) attribué au processus (SP) est calculé sur la base de la présence/absence d'une expertise en matière de femmes/genre dans les différentes phases du processus CSLP. Le système de cotation choisi est le suivant:

SE= score attribué au contenu

- 0= impossible à déterminer sur la base des informations disponibles
- 1= les questions de genre sont totalement absentes, ne sont pas mentionnées
- 2= référence marginale au genre
- 3= discussion approfondie des questions de genre

SP= score attribué au processus

- 0= impossible à déterminer sur la base des informations disponibles
- 1= absence d'expertise en matière de femmes et/ou de genre dans le processus (ministère «genre», points focaux «genre», groupes de femmes, mouvement des femmes, femmes individuelles)
- 2= présence d'expertise en matière de femmes et/ou de genre dans le processus

Cet examen rapide du genre permet de se faire, dans un laps de temps relativement court, une idée (bien que superficielle) de la sensibilité au genre d'un CSLP. La différenciation entre le contenu et les processus, mais aussi entre les différentes phases et entre les différents éléments de ces différentes phases, permet de déterminer quelles composantes d'un CSLP enregistrent les scores les plus élevés et les plus faibles. Il est ainsi par exemple possible d'identifier:

- les CSLP qui nécessitent une analyse plus approfondie (au moyen, par exemple, de la liste de contrôle présentée en annexe 1 ou de certaines parties de cette liste de contrôle);
- quelles phases et/ou quels domaines nécessitent plus particulièrement des efforts supplémentaires;
- s'il y a éventuellement des «champions»(l'enseignement ou la santé publique, par exemple) susceptibles d'être encouragés à jouer un rôle de chef de file en matière de diffusion de «bonnes pratiques».

LES DIFFERENTES PHASES

	LES DIFFERENTES PHASES							
	<i>Diagnostic et analyse (de la pauvreté)</i>		<i>Identification des priorités et des stratégies</i>		<i>Budgétisation et mise en oeuvre</i>		<i>Suivi et évaluation</i>	
CONTENU	Pauvreté sur la base de données monétaires	SE ⁽¹⁾	Capacités avec éventuelle ventilation par secteur	SE	Cadre macro-économique général et cadre des dépenses à moyen terme (CDMT)	SE	Systèmes de suivi et d'évaluation	SE
	Capacités⁽¹⁾: avec éventuelle ventilation par secteur des services publics, notamment: enseignement, santé, eau et assainissement, énergie, transport	SE						
	Opportunités: avec éventuelle ventilation par secteur, notamment: emploi et salaires, participation au marché du travail, PME, accès et contrôle des facteurs de production (entre autres capital et terre)	SE	Opportunités avec éventuelle ventilation par secteur	SE	Budgétisation et allocation des ressources: si possible différenciation entre: • capacités • opportunités • sécurité • droit à la parole/ pouvoir d'agir ou par secteur	SE	Outils de suivi et d'évaluation (outils de collecte et d'analyse des données)	SE
	Sécurité: avec éventuelle ventilation en fonction de la vulnérabilité face aux risques économiques, aux pénuries de vivres, à la violence, aux risques environnementaux	SE	Sécurité avec éventuelle ventilation	SE	Mise en oeuvre (identification de programmes spécifiques, de modalités spécifiques de la prestation de services, etc.): si possible différenciation entre: • capacités • opportunités • sécurité • droit à la parole/ pouvoir d'agir ou par secteur	SE	objectifs et indicateurs, si possible différenciation entre: • capacités • opportunités • sécurité • droit à la parole/ pouvoir d'agir ou par secteur	SE
	«droit à la parole» et «pouvoir d'agir» individuels et collectifs (empowerment): avec éventuelle ventilation au niveau du ménage, de la communauté	SE	«droit à la parole» et «pouvoir d'agir» individuels et collectifs (empowerment): avec éventuelle ventilation	SE				
PROCES	SP ⁽²⁾		SP		SP		SP	
	(1) SE = absence/présence d'une discussion des questions de genre (analysez à base du document DSLP et attribuez un score de 0 à 3).							
	(2) SP = absence/présence de l'expertise genre (analysez à base du document DSLP et attribuez un score de 0 à 2)							



5 REFERENCES ET SELECTION DE LITTERATURE

Bamberger M., M. Blackden, V. Manoukian et L. Fort (2000). "Chapter 10: Gender + Technical Notes", pp. 333-374 and 559-586 (technical notes)", dans *PRSP Sourcebook*. Washington D.C., Banque mondiale.

Bell E. (2003). "Gender and PRSPs: with experiences from Tanzania, Bolivia, Vietnam and Mozambique", *Bridge Development – Gender Report No. 67*.

Budlender D. et R. Sharp avec K. Allen (1998). *How to do a gender-sensitive budget analysis: contemporary research and practice*. Commonwealth Secretariat et AusAID, Londres et Canberra

Budlender D., D. Elson, G. Hewitt and T. Mukhopadhyay (eds)(2002). *Gender Budgets Make Cents: Understanding gender responsive budgets*. London: Commonwealth Secretariat.

Budlender D. and G. Hewitt (eds)(2002). *Gender Budgets Make More Cents: Country Studies and Good Practice*. London: Commonwealth Secretariat.

Demery L. (2002). "Gender and public spending: Insights from Benefit Incidence", in UNIFEM (eds). *Gender budget initiatives: strategies, concepts and experiences*. New York: UNIFEM, pp. 38-55.

Driscoll R. and S. Jenks (2004). *An overview of NGO Participation in PRSPs*. Londres: Overseas Development Institute (ODI).

Elson D. (ed)(1991). *Male Bias in the Development Process*. Manchester: Manchester University Press, 288 pp.

Hofbauer Balmori Helena (2003). "Gender and Budgets: Overview Report", *Bridge Cutting Edge Pack on Gender and Budget*, UK: Institute of Development Studies: Bridge.

Holvoet N. (2006). *Gender budgeting. Its usefulness in the context of programme-based approaches*. Briefing Note. Bruxelles: EC, 56 p.

Holvoet N. (2006). *Nieuwe hulpvormen vanuit een genderperspectief*. Anvers: IOB, 35p.

Klasen S. (1999). "Does Gender Inequality Reduce Growth and Development? Evidence from Cross-country regressions", *Background Paper for Engendering Development*. Washington D.C.: World Bank.

March C., I. Smyth and M. Mukhopadhyay (1999). *A Guide to Gender-Analysis Frameworks*. Londres: Oxfam.

Molyneux, M. (1985). "Mobilisation without Emancipation? Women's Interests, State and Revolution in Nicaragua", *Feminist Studies*, Vol. 11, nr.2.

Moser C.O.N. (1993). *Gender Planning and Development: theory, practice and training*. Londres: Routledge.

McGee R. and A. Norton (2000). *Participation in Poverty Reduction Strategy: A synthesis of Experience with Participatory Approaches to Policy Design, Implementation and Monitoring*, *IDS Working Paper 109*. Sussex: Institute of development Studies.

OECD (DAC) (2002). *Gender Equality in Sector-Wide Approaches: a reference guide*. Paris: OECD (DAC).

OECD(DAC)(2005) and IANWGE (2005). *Aid Modalities and the Promotion of Gender Equality*, *Aide Mémoire of the Joint Meeting* (January 30-31, 2006).

Razavi, S. en C. Miller (1995). "From WID to GAD: conceptual shifts in the women and development discourse", UNRISD Paper. Genève: UNRISD.

Sharp R. and J. Connolly (2003). *Performance oriented budgeting: A tool for gender responsive budgeting*. Adelaide: University of South Australia (disponible sur <http://www.gender-budgets.org/>, consulté pour la dernière fois le 05/02/2004).

UNIFEM (2002). *Gender Budget Initiatives. Strategies, concepts and experiences*. New York: UNIFEM

UNIFEM (2006). Promoting Gender Equality in New Aid Modalities and Partnerships, *UNIFEM Discussion Paper*. UNIFEM: New York (Mars 2006).

Whitehead A. and M. Lockwood (1999). "Gender in the World Bank's Poverty Assessments. Six case studies from sub-saharan Africa", *UNRISD Discussion Paper No. 99, 51 pp.*

Whitehead A. (2002). *Failing women, sustaining poverty: gender in Poverty Reduction Strategy Papers*. Report for the UK Gender and Development Network.

Banque mondiale (2001a). *Engendering Development: Through Equality in Rights, Resources and Voice*. Washington D.C.: Banque mondiale et Oxford University Press.

Banque mondiale (2001b). *Gender in the PRSPs: A Stocktaking*. Washington D.C.: Banque mondiale, Poverty Reduction and Economic Management Network, Gender and Development Group.

Zuckerman E. (2001). "Why engendering PRSPs reduce poverty, and the case of Rwanda", *WIDER Discussion Paper No. 2001/112*. Helsinki: United Nations University, World Institute for Development Economics Research.

Zuckerman E. (2002). *Evaluation of Gender Mainstreaming in the Advocacy Work on Poverty Reduction Strategy Papers (PRSPs)*. Synthesis Report (prepared as part of Oxfam GB's Gender Review 2001:2). Washington D.C.: Gender Action.

Zuckerman E. and A. Garrett (2003). *Do Poverty Reduction Strategy Papers (PRSP) address Gender? A Gender Audit of 2002 PRSPs*. Washington D.C.: Gender Action.



ANNEXE 1. LISTE DE CONTRÔLE POUR L'ANALYSE DE LA SENSIBILITÉ AU GENRE DES CSLP ET DES SWAP

La présente liste de contrôle pour l'analyse de la «sensibilité au genre» peut servir de ligne directrice à une analyse plus approfondie de la sensibilité au genre d'une politique ou d'un programme national(e) sectoriel(le) ou de lutte contre la pauvreté. Comme dans le «Quick Gender Scan», une distinction est établie entre les aspects de fond et les processus sous-jacents ainsi qu'entre les différentes phases d'un CSLP/SWAp. La liste de contrôle peut être utilisée séparément ou en combinaison avec le Quick Gender Scan (pour examiner plus en détail certains éléments ayant par exemple obtenu un score particulièrement faible ou fort lors du Quick Gender Scan). Une autre possibilité consiste à sélectionner certains éléments ou certaines questions de la liste de contrôle qui semblent plus pertinents dans le cadre d'outils spécifiques de diagnostic et de suivi¹⁷.

¹⁷ Des exemples de tels outils sont : les outils de diagnostic de la gestion des finances publiques ou de la qualité des politiques et programmes sectoriels/CSLP et des outils de suivi et d'évaluation tels que les revues des dépenses publiques (PER, Public Expenditure Reviews) ou les revues sectorielles.

A. PROCESSUS

➤ Dans quelle mesure les femmes et/ou les experts en genre ont-ils effectivement participé au processus CSLP/SWAp?

- Différenciez les phases de diagnostic, d'identification des priorités, de planification, de budgétisation, de mise en oeuvre, et de suivi et d'évaluation
- Différenciez selon le degré d'intensité de participation: diffusion d'information, consultation, apport effectif
- Différenciez les processus à plusieurs niveaux: au niveau du ménage (p.ex. dans le contexte des enquêtes sur les ménages), de la communauté, au niveau sectoriel, national
- Différenciez les processus au sein du gouvernement de ceux en dehors du gouvernement
- Différenciez la participation des acteurs du genre classi-

ques de l'apport d'expertise en genre par les acteurs du mainstreaming (concernés en tant que tels par le processus CSLP/SWAp)

- Différenciez la participation individuelle de femmes et d'experts en genre de celle de groupes de femmes
- Différenciez en outre selon le revenu, l'implantation géographique, l'ethnie, la caste, la classe, l'âge

➤ Analyse de l'organisation des processus participatifs et des consultations des parties prenantes mis en place à différents niveaux (macro, meso, micro)

- Lors de la mise en place (calendrier, lieu, format) des processus participatifs et des consultations des parties prenantes, les résultats d'analyses antérieures de ces processus et consultations (en particulier de leur degré d'exclusivité/inclusivité) ont-ils été pris en compte? En d'autres termes, a-t-on tenu compte des évidences empiriques existantes sur le droit à la parole et le pouvoir d'agir dont bénéficient ces différents groupes (entre autres en fonction du genre) dans la société (stratégie à court terme)?
- Des mesures spécifiques ont-elles été prises pour accroître le droit à la parole et le pouvoir d'agir des groupes obtenant actuellement un faible score à cet égard (stratégie à long terme)?

➤ Quelles sont les capacités des femmes/experts en genre associés à ces processus?

- Différenciez les acteurs gouvernementaux des acteurs non gouvernementaux
- Différenciez les acteurs spécifiques du genre de l'expertise en genre existant parmi les acteurs du mainstreaming
- Différenciez les capacités en matière de genre des capacités en matière d'analyse générale des politiques, de planification, de budgétisation, et de suivi et d'évaluation

➤ **De quelle expertise en matière de genre disposent les acteurs du mainstreaming concernés en tant que tels par les processus?**

- Différenciez les acteurs gouvernementaux des acteurs non gouvernementaux

B. CONTENU

➤ **Généralités**

❖ **Quelle approche est adoptée en matière de problématique du genre¹⁸?**

- Approche «bien-être» (pre-WID)
- Approche «femmes dans le développement» (WID)
 - ◆ approche «égalité»
 - ◆ approche «anti-pauvreté» et «efficacité»
- Approche «genre et développement» (GAD)
 - ◆ approche «genre et efficacité»
 - ◆ approche «accès au pouvoir»
- Les questions de genre sont-elles intégrées dans le texte ou seulement mentionnées de manière fragmentaire et sélective?

❖ **Quel était le degré de sensibilité au genre de la contribution de fond des différentes parties prenantes (dans les différentes phases)? Dans quelle mesure les questions de genre étaient-elles intégrées dans la contribution des différents acteurs?**

Différenciez les contributions:

- de la société civile
- du ministère de planification et des finances
- des ministères sectoriels
- des donateurs multilatéraux
- des donateurs bilatéraux

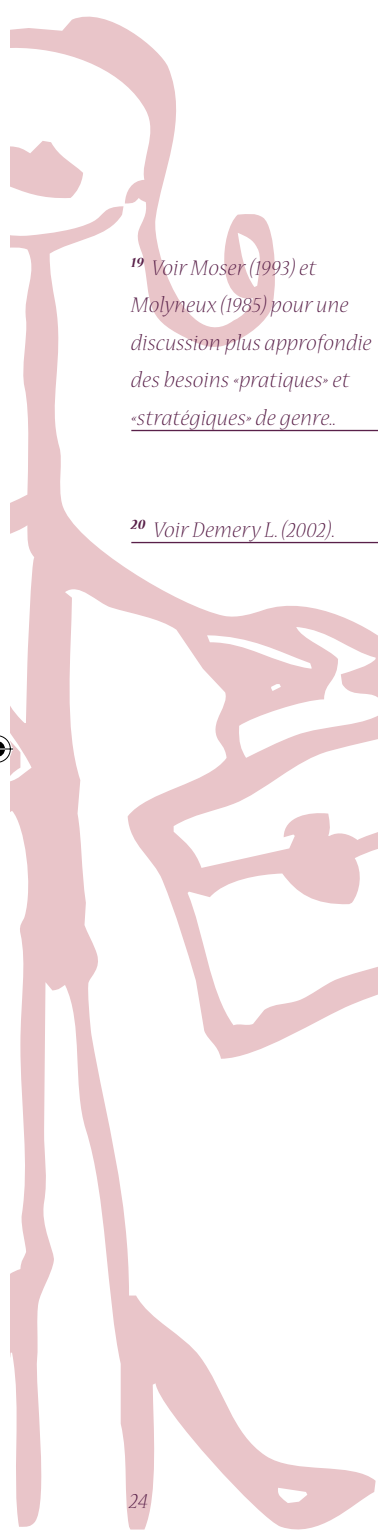
➤ **Diagnostic et analyse**

- Le diagnostic de la pauvreté et/ou de la problématique dans les différents secteurs intègre-t-il la dimension de genre? Tient-il compte du fait que les hommes et les femmes ont, du fait de l'existence du «genre», des tâches et une allocation de temps différentes, et des droits, obligations, besoins, limitations et opportunités différents?
- Les indicateurs utilisés dans les CSLP et les SWAp sont-ils désagrégés par sexe?
- Des indicateurs spécifiques sont-ils utilisés pour déterminer le degré d'inégalité de genre?
- Les sources existantes d'indicateurs et d'analyse du genre sont-elles utilisées (banques de données nationales, banques de données internationales comme celles du PNUD, de la Banque mondiale)?
- Y a-t-il des différences visibles au niveau de l'intégration de la dimension de genre dans le diagnostic des différents secteurs? Quelle en est la cause sous-jacente?

➤ **Identification des priorités et des stratégies**

- Dans quelle mesure l'identification des priorités et des stratégies tient-elle compte des résultats du diagnostic (pour autant que celui-ci ait été sensible au genre)?
- Dans quelle mesure l'identification des priorités et des stratégies tient-elle compte de la relation d'influence réciproque entre le «genre» et le «développement»? Concrètement, les questions suivantes peuvent être posées:
 - ◆ Le fait que chaque politique/programme peut avoir un effet différent sur les hommes et sur les femmes est-il pris en compte?
 - ◆ Dans quelle mesure les effets sur le domaine reproductif «non rémunéré» sont-ils pris en compte? (vu l'interaction entre les domaines productif et reproductif)
 - ◆ Le fait que les relations de genre existantes ont une

¹⁸ Voir entre autres Moser (1993) et Razavi et Miller (1995) pour un aperçu des différentes approches.



¹⁹ Voir Moser (1993) et Molyneux (1985) pour une discussion plus approfondie des besoins «pratiques» et «stratégiques» de genre.

²⁰ Voir Demery L. (2002).

influence sur l'efficacité et l'impact de toutes les mesures politiques est-il pris en compte?

- Dans quelle mesure des actions sont-elles définies au niveau des besoins pratiques et stratégiques de genre¹⁹?
- Dans quelle mesure les priorités et les actions identifiées dans les notes de genre existantes (aussi bien au niveau du ministère «genre» qu'à celui des ministères sectoriels) sont-elles prises en compte?
- Des activités sont-elles prévues pour renforcer l'appareil institutionnel responsable de l'intégration de la dimension de genre dans les différentes phases des CSLP/SWAp? (dans la mesure où cet appareil ne possède pas les capacités suffisantes)
- Y a-t-il des différences entre les différents secteurs au niveau de l'intégration de genre dans l'identification des priorités et des stratégies? Quelle en est la cause?

➤ **Budgétisation et mise en oeuvre**

- Des budgets sont-ils aussi prévus pour les priorités et les stratégies sensibles au genre identifiées dans la phase précédente?
- Des mécanismes de mise en oeuvre/gestion sont-ils aussi prévus pour les priorités et les stratégies sensibles au genre identifiées dans la phase précédente?
- La dimension de genre est-elle intégrée dans des cadres de gestion axée sur les résultats (comme les cadres logiques)?
- La dimension de genre est-elle intégrée dans le cadre des dépenses à moyen terme (CDMT)?

➤ **Indicateurs, suivi et évaluation**

- Dans quelle mesure les indicateurs sont-ils désagrégés par sexe? Y a-t-il des différences entre les différents secteurs?
- Des indicateurs spécifiques sont-ils inclus pour le suivi et

l'évaluation d'actions en matière de promotion de l'égalité de genre?

- Dans quelle mesure la dimension du genre est-elle intégrée dans les approches/outils utilisés pour le suivi et l'évaluation? Dans quelle mesure la dimension de genre est-elle, par exemple, intégrée dans:
 - ◆ l'analyse de la répartition des avantages des services publics et des budgets correspondants²⁰
 - ◆ l'appréciation de la prestation de services par les usagers (potentiels) («Service Delivery Surveys»)
 - ◆ les enquêtes sur les ménages
 - ◆ les revues des dépenses publiques (PER)
 - ◆ les analyses d'impact?
- Dans quelle mesure les résultats du suivi et de l'évaluation sont-ils aussi ancrés dans les phases suivantes (nouveau diagnostic, nouvelle identification des priorités, ...)?





COMMISSION FEMMES & DEVELOPPEMENT

Secrétariat de la Commission femmes & Développement

DGCD, Rue de Namur 59, 1000 Bruxelles – 3e étage

TEL: +32 (0)2 501 44 43 FAX: +32 (0)2 501 45 44

E-mail: cvo-cfd@diplobel.fed.be

<http://www.dgcd.be/fr/themes/gender/cfd.html>

Nathalie Holvoet,

Institut de politique et de gestion du développement,

Groupe de recherche en appui à la politique CSLP, Université d'Anvers

Avec la collaboration du Groupe de travail «genre & économie»:

Samira Wymeersch (11.11.11, Koepel van de Vlaamse Noord-Zuidbeweging België),

Hélène Ryckmans (Le Monde selon les Femmes),

Gladys Cifuentes (Solidarité Socialiste),

Katariina Lensu (Women in Development Europe)

TRADUCTION: Orakel bvba

MISE EN PAGE: Els Voeten

N° DEPOT LEGAL

0218/2007/04

Avec le soutien du Service Public fédéral des Affaires étrangères,
Commerce extérieur et Coopération au Développement.

